

Les **ANNALES**
DE DROIT

Les Annales de droit

11 | 2017
Varia

L'opposabilité de la cession de créance et le droit au retrait litigieux

Cass. 1^{re} civ., 12 nov. 2015, n° 14-23.401, FS-P+B

Assignment of receivables and the right to litigious redemption

Dimitra Tsiaklagkanou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/add/567>

DOI : 10.4000/add.567

ISSN : 2606-1988

Éditeur

Presses universitaires de Rouen et du Havre

Édition imprimée

Date de publication : 16 octobre 2017

Pagination : 255-261

ISBN : 979-10-240-0775-5

ISSN : 1955-0855

Référence électronique

Dimitra Tsiaklagkanou, « L'opposabilité de la cession de créance et le droit au retrait litigieux », *Les Annales de droit* [En ligne], 11 | 2017, mis en ligne le 16 octobre 2018, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/add/567> ; DOI : 10.4000/add.567

Presses universitaires de Rouen et du Havre

L'opposabilité de la cession de créance et le droit au retrait litigieux

Cass. 1^{re} civ., 12 nov. 2015, n° 14-23.401, FS-P+B

Dimitra TSIAGLAGKANOU

En matière de cession de créance, le débiteur cédé peut exercer son droit au retrait litigieux et racheter sa dette auprès du cessionnaire au prix réel de la cession¹. Ce droit est le dernier cas de retrait prévu par l'ancien droit, maintenu dans le Code civil² et laissé intact par la réforme du droit des obligations³. Il exprime la méfiance du législateur face aux cessions d'un ensemble de créances et à l'éventuelle intention spéculative du cessionnaire⁴. La Cour de cassation, par son arrêt du 12 novembre 2015, apporte des éclaircissements sur l'opposabilité d'une cession de créance. Cet effet est produit à l'égard du débiteur même si celui-ci ne peut pas exercer son droit de retrait.

En l'espèce, la société Daimler Chrysler, disposant d'une créance impayée à l'encontre d'un de ses clients, dépose le 16 mai 2008 une requête en injonction de payer devant le tribunal d'instance de Rennes et, par

-
1. C. civ., art. 1699 : « Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite. »
 2. Éric Savaux, « Cession des droits litigieux », *Répertoire de droit civil*, Paris, Dalloz, chap. IV, n° 66.
 3. Ord. n° 2016-131, 10 févr. 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations. Les dispositions de cette ordonnance sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 2016. Le rapport au président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (JO 11 février 2016, n° 35) précise que « l'ordonnance ne propose pas la suppression de la procédure de retrait litigieux [...] ». « Ce dispositif figure en effet toujours aux articles 1699 à 1701 du code civil relatifs au contrat de vente, lesquels ne sont pas supprimés et que l'article 1701-1 créé par la présente ordonnance rend *a contrario* applicable aux cessions de créance ». Comp. Anne Danis-Fatôme, « Le retrait litigieux, un article manquant ! », RDC 1^{er} septembre 2015, n° 3, p. 807.
 4. Voir Gatien Casu, « Le retrait litigieux sur le devant de la scène », D. 2016, n° 6, p. 355.

ordonnance du 16 juin 2008, le juge d'instance a fait droit à sa demande. Le 28 novembre 2008, la société Mercedes Benz Financial Services, venue aux droits de la société Daimler Chrysler, cède cette créance à la société DSO interactive. Cette dernière procède à la signification de l'ordonnance et de la cession au débiteur le 30 septembre 2009.

Le 20 juin 2014, la cour d'appel de Rennes considère cette signification comme irrégulière, car le prix global de la cession n'est pas indiqué, et qualifie le droit cédé de litigieux à compter du 16 mai 2008, date du dépôt de la requête. La cour ajoute que la créance en cause cédée ne peut pas être individualisée et que le débiteur est donc empêché d'exercer son droit au retrait litigieux. Selon la cour, le fait que le débiteur soit dépourvu de l'exercice dudit droit doit avoir pour conséquence l'inopposabilité de la cession à son encontre.

La Cour de cassation censure l'arrêt d'appel sur les trois points sur lesquels il s'est prononcé. Elle estime que la signification est valable, peu importe que le prix de la cession soit mentionné ou non. Elle rappelle aussi que la qualification de droit litigieux est conditionnée à une contestation sur le fond antérieure à la cession et qu'en l'espèce aucune contestation de cette sorte n'a été formée. Enfin, elle souligne que les conditions d'exercice du droit litigieux n'ont pas d'incidence sur l'opposabilité de la cession, conditionnée uniquement à la signification de cette dernière au débiteur.

Par le biais de cette solution, la cession de créance s'avère fort efficace. Elle est valable même si le prix global de la cession ne figure pas dans la signification, et la possibilité d'exercer ou non le retrait litigieux ne détermine pas son opposabilité (1). On se demande toutefois si l'exercice impossible du retrait litigieux entraîne certaines conséquences (2).

1. L'impossibilité d'exercer le retrait litigieux : une signification valable et une cession opposable non affectées

La Cour de cassation a dû répondre à la question de savoir si l'absence de la mention du prix global de la cession dans la signification doit emporter la nullité de cet acte⁵. La cour d'appel s'est prononcée

5. Comp. C. civ., art. 1583, en cas de vente d'une chose. Voir aussi la nécessité de préciser le prix pour que l'exercice du droit de préemption prévu au profit du locataire (l. n° 75-1351, 31 déc. 1975, art. 10-I, en cas de vente éventuelle du logement) ou l'exercice du droit au retrait prévu au profit du ministre de la Culture (loi du 31 décembre 1921, art. 37, en cas de vente d'œuvres d'art de gré à gré) soit possible. Julie Traullé, LPA 30 octobre 2008, n° 218, note sous Cass. com., 13 nov. 2007, n° 06-14.503, Bull. civ. IV, n° 238.

affirmativement. Le prix de la cession constitue, selon elle, un élément nécessaire à l'information du débiteur cédé quant au transport de la créance.

Certes avant la réforme, la signification visait à informer le débiteur d'une cession intervenue. À partir de là, ce dernier devait payer sa dette uniquement auprès du cessionnaire. *A contrario*, un règlement effectué en faveur du cédant n'était plus libératoire. La signification assurait alors au cessionnaire que lui seul avait droit de recouvrer la créance cédée. Cependant, le prix de la cession est-il vraiment un élément essentiel à l'information du débiteur ? Nous ne le croyons pas, la Cour de cassation non plus. La signification visait à empêcher l'acquittement de la créance auprès d'une personne n'ayant pas droit de recevoir ce paiement. Un double règlement était aussi évité ; c'est le cas lorsque le débiteur règle sa dette auprès d'une telle personne et que par la suite, il doit payer de nouveau son créancier.

La mention du prix de la cession dans l'acte de signification n'était pas requise par l'article 1691 du Code civil et ne corroborait en rien l'objectif poursuivi par cet article⁶. Ainsi, la Cour de cassation refuse d'ajouter des conditions à celles posées par la loi, et cela est aussi confirmé par sa réponse au second problème posé.

La Cour de cassation a également dû préciser si les conditions d'exercice du retrait litigieux peuvent avoir ou non une incidence sur l'opposabilité d'une cession de créances. En l'espèce, le débiteur ne peut pas exercer son droit de retrait, car la créance cédée en cause ne pouvait être individualisée et son prix réel de cession, déterminé⁷. Cependant, la Cour admet que la cession des créances reste opposable au débiteur. L'ancien article 1690 du Code civil ne conditionnait l'opposabilité d'une cession qu'à sa signification. En outre, le droit au retrait litigieux, prévu dans un autre article du même code (art. 1699), est un droit d'interprétation restrictive et de caractère exceptionnel⁸ ; il ne peut être exercé que lorsque les conditions requises (existence d'un procès en

6. À rapprocher de Cass. com., 13 nov. 2007, n° 06-14.503, déjà cité. La cession de créance a été régulièrement notifiée, même si les extraits communiqués mentionnaient seulement l'identité du cessionnaire et n'indiquaient pas le prix de cession.

7. L'exercice effectif du retrait litigieux est conditionné par l'individualisation de la créance litigieuse. Cass. com., 27 mai 2008, n° 07-11.428, Bull. civ. IV, n° 109 ; D. 2008, act., obs. Xavier Delpech ; Cass. com., 18 sept. 2007, n° 06-16.617 et Cass. 1^{re} civ., 4 juin 2007, n° 06-16.746, JCP E 2007, n° 51-52, 2580, note Pascal Markhoff.

8. Cass. com., 26 mars 2013, n° 11-27.423, Bull. civ. IV, n° 48 ; Cass. 1^{re} civ., 30 juin 1981, n° 79-12.531, Bull. civ. I, n° 238.

cours à la date de la cession et contestation du droit cédé sur le fond, le retrayant étant le défendeur) sont remplies. Le fait que la cession d'un ensemble de créances qui ne peuvent pas être individualisées prive le débiteur cédé de la possibilité d'exercer son droit de retrait litigieux est sans incidence sur l'opposabilité de la cession de créance.

D'ailleurs, une approche différente en ce qui concerne l'opposabilité de la cession d'une créance mérite d'être exposée. Certes, cette dernière devenait opposable au débiteur par sa signification. Cependant, il est aussi soutenu que la simple connaissance de la cession par le débiteur devrait rendre la cession opposable à ce dernier⁹. En ce cas, le débiteur qui a pris connaissance de la cession intervenue ne peut plus se libérer par un paiement de mauvaise foi auprès du cédant. En effet, la mauvaise foi n'est jamais protégée dans notre système juridique. Par exemple, l'article 1342-3 du Code civil, ancien article 1240, ne valide pas un règlement fait de mauvaise foi à celui qui est en possession de la créance. Le porteur d'un connaissance de mauvaise foi n'est pas protégé¹⁰. Le débiteur (le tiré) peut lui opposer les exceptions qu'il pourrait opposer au tireur ou à tout autre porteur précédent. On ne protège pas non plus les tiers de mauvaise foi en cas de contre-lettres¹¹. S'ils ont connaissance de l'existence de celles-ci, ils ne peuvent pas invoquer le contrat apparent. Par l'action paulienne, on ne protège pas la mauvaise foi d'un débiteur qui a agi en fraude de droits de ses créanciers¹². De même, l'acquéreur d'un immeuble déjà vendu, mais dont le contrat de vente n'a pas été publié, n'est pas protégé s'il était au courant de la vente intervenue au moment de son acquisition¹³. D'ailleurs, l'ancien article 1690 du Code civil – qui n'est plus applicable à la cession de créances de sommes d'argent (régie désormais par les articles 1321 et suivants du Code civil), mais le reste au transport de certains droits incorporels – prévoyait la signification en tant que condition de l'opposabilité de la cession aux

9. En ce sens, Christian Larroumet, *Les opérations juridiques à trois personnes en droit privé*, thèse de droit privé, Université Bordeaux-IV, 1968, 586 p., n° 27; Dimitra Tsiaklagkanou, *Le renouveau de la cession de créance*, thèse de droit privé, 7 décembre 2015, 618 p., n° 46. Cass. 1^{re} civ., 18 mars 1969, Bull. civ. I, n° 116; RTD civ. 1969, p. 770, obs. Yvon Loussouarn. La Cour de cassation accepte le droit du cessionnaire de recourir à l'encontre du cédé à défaut de signification « quand cette exécution n'est susceptible de faire grief à aucun droit advenu depuis la naissance de la créance ». *Contra* Cass. 1^{re} civ., 22 mars 2012, n° 11-15.151, Bull. civ. I, n° 60.

10. C. com., art. L. 511-12, *in fine*.

11. Cass. 3^e civ., 8 juill. 1992, n° 90-12.452, Bull. civ. III, n° 246; JCP 1993, II, 21982, note Georges Wiederkehr.

12. C. civ., art. 1167.

13. Cass. 3^e civ., 22 mars 1968, Bull. civ. III, n° 129.

tiers. Une disposition particulière se référerait au débiteur en l'autorisant à se libérer auprès du cédant tant que la cession ne lui était pas signifiée. On peut remarquer que le débiteur n'est pas un tiers comme les autres. Il est celui qui doit exécuter son obligation envers le cessionnaire, c'est-à-dire celui qui se trouve lié au cessionnaire. Aucun autre tiers n'entre dans une telle situation ; ceux-ci voient leur droit sur la créance primé par un autre droit. Ainsi, nous croyons que, d'une part, la situation du débiteur cédé n'était réglée que par l'ancien article 1691 du Code civil et que, d'autre part, sa mauvaise foi devait être prise en compte en conformité avec les principes qui traversent notre droit. Dans l'arrêt rapporté, le débiteur n'a pas seulement pris connaissance de la cession, celle-ci lui a été également signifiée ; *a fortiori*, elle lui est opposable.

Le projet d'ordonnance portant réforme du droit des contrats a confirmé partiellement la prise en compte de la bonne foi du débiteur, et ce uniquement à son profit (art. 1337 du projet). Lui seul peut invoquer une cession intervenue, non notifiée, dont il a pris connaissance par n'importe quel moyen, mais ladite cession connue du débiteur ne lui est pas opposable. Même si cette distinction n'existe plus dans le nouvel article 1324 du Code civil, il reste que le problème d'exercice du retrait litigieux n'a aucune place dans cette analyse relative à l'opposabilité de la cession de créance.

Des questions perdurent. La signification de la cession est valable même si le prix global de la cession n'y figure pas. La cession est opposable, peu importe que les créances cédées puissent ou non être individualisées. Mais n'existe-t-il pas une protection pour le débiteur afin qu'il exerce son droit légal au retrait litigieux ? Et quel est l'intérêt de prévoir un article s'il est si facile de le contourner ? L'objectif de cet article, visant à moraliser ce type d'opérations et à lutter contre les spéculations, ne mérite-t-il pas d'être soutenu¹⁴ ?

2. L'impossibilité d'exercer le retrait litigieux : la responsabilité du cessionnaire pouvant être engagée

Le seul remède, pour le débiteur, est de demander au cédant ou au cessionnaire de s'informer sur le prix global de la cession ainsi que sur l'individualisation de sa créance. Une solution est de retenir la relation proportionnelle du montant total versé avec la valeur nominale de l'ensemble des créances cédées. Par exemple, lorsque le prix d'un

14. Jean-Pierre Mattout et André Prüm, « Janvier-juin 2008 : un contexte international source d'influence et de tensions », *Dr. et patrimoine* 2008, n° 173.

ensemble de créances représente 40 % de leur valeur nominale, on peut appliquer ce pourcentage pour calculer le prix d'une créance individuelle¹⁵. Celle-ci correspond à 40 % de sa propre valeur nominale¹⁶. Le cessionnaire peut également indiquer d'autres modalités de calcul de la valeur des créances cédées ou, au moins, expliquer pourquoi l'individualisation de la créance en cause n'est pas possible¹⁷. Un tel comportement de la part du cessionnaire répond aux attentes légitimes du débiteur auquel la loi confère un droit qui ne peut être exercé sans le concours du cessionnaire. Aussi, ce dernier devrait, du point de vue moral, apporter sa contribution. L'article 1699 du Code civil vise à « sanctionner » précisément le cessionnaire qui a pu éventuellement profiter de la faiblesse du cédant ou de son besoin de liquidités pour faire une bonne affaire. Certes, le principe fondamental de notre droit des contrats, la liberté contractuelle, le lui autorise, mais, en même temps, la loi même pose une limite, une dernière protection offerte au débiteur. Le cessionnaire ne devrait pas, seul, et aussi facilement, anéantir cette prévision¹⁸. Une collaboration et une réponse de bonne foi sont attendues de sa part.

Pendant, ce comportement attendu peut-il entraîner des sanctions ? On hésite à l'accepter. La cession de créance intervenue est valable et opposable au débiteur. La cession de créances en bloc constitue une pratique courante utilisée dans des opérations de grande envergure comme la titrisation. Recommander au cessionnaire de répondre aux demandes que les débiteurs lui adressent pour s'informer sur les éléments essentiels de la cession est une chose, le sanctionner pour défaut de réponse en est une autre. Faut-il imposer au cessionnaire une charge qui peut paraître disproportionnée vu la structure de son entreprise et de

-
15. La Cour de cassation accepte que la cession d'un ensemble de créances n'empêche pas, en soi, l'exercice par le débiteur de son droit au retrait litigieux. En cas de *cession en bloc de créances* Cass. 1^{re} civ., 12 juill. 2005, n° 02-12.451, Bull. civ. I, n° 319 ; Cass. 1^{re} civ., 4 juin 2007, déjà cité. En cas de *titrisation*, Cass. com., 15 avr. 2008, n° 03-15.969, Bull. civ. IV, n° 88 ; JCP E 2008, n° 22, 1702, obs. Marielle Cohen-Branche ; D. 2008, p. 1732, note Valerio Forti ; Cass. com., 6 déc. 2011, n° 10-17.879.
 16. L'individualisation des créances reste possible même si le prix est calculé statistiquement et non créance par créance. Cass. 1^{re} civ., 4 juin 2007, déjà cité ; Cass. 1^{re} civ., 12 juill. 2005, n° 02-12.451, Bull. civ. I, n° 319. *Contra* Cass. com., 31 janv. 2006, n° 04-14.338.
 17. Cass. 1^{re} civ., 4 juin 2007, déjà cité. ; « La société [cessionnaire] ne proposait pas une autre évaluation du prix réel de la créance. »
 18. À rapprocher de Cass. req., 30 juin 1880, S. 1881, 1, 59, « *un créancier, en comprenant une créance litigieuse dans une cession en bloc d'un grand nombre de droits et créances, ne saurait détruire ni paralyser la faculté qu'un débiteur tient de la loi* » (CA Alger, 8 juin 1863, DP 1863, 2, 141).

son organisation ? Nous pensons que la lettre de la loi amène à accepter l'engagement de la responsabilité du cessionnaire lorsqu'il s'abstient de répondre au débiteur, dans le but de l'empêcher d'exercer son droit légal¹⁹. Néanmoins, sa responsabilité doit être rejetée quand il justifie sa difficulté à répondre, compte tenu des conditions de l'exercice de son activité ou celles de la réalisation de l'opération en cause.

Enfin, la Cour de cassation constate qu'aucune contestation sur le fond n'a été formée antérieurement à la cession²⁰ et, qu'ainsi, la créance cédée n'est pas un « droit litigieux » au sens de l'article 1699 du Code civil. Même si l'ordonnance d'injonction de payer et la cession de créance ont été notifiées ensemble le 30 septembre 2009, de sorte que le débiteur n'a été en mesure ni de connaître ni de contester, avant cette date, le montant des sommes réclamées, aucune intention frauduleuse de la part du cessionnaire n'a pu être démontrée²¹.

La Cour de cassation, par cet arrêt, corrobore davantage l'efficacité de la cession de créance. Son opposabilité, liée à sa signification et à l'information du débiteur de la cession intervenue, ne se trouve aucunement affectée par l'exercice ou non du droit au retrait litigieux. On ne peut que se réjouir de ce résultat.

Docteure en droit et chargée d'enseignement
à l'université Paris-Sud (Paris-Saclay)

19. C. civ., art. 1699.

20. Une contestation sur le fond du droit existe lorsqu'elle dénie le droit du demandeur définitivement et irrévocablement, et non pas lorsqu'elle neutralise seulement le procès en cours. Pierre-Yves Gautier, RTD civ. 2012, p. 545.

21. C'est le seul contrôle que la jurisprudence semble exercer, en privilégiant de cette façon la circulation de créances. Cass. 3^e civ., 16 juin 1993, n^o 91-17.446, Bull. civ. III, n^o 90 ; Defrénois 1994, art. 35845, n^o 68, obs. Philippe Delebecque.